

## L'ambassade américaine au Burundi prise d'assaut

Radio-Canada, 25 juin 2015 L'ambassade américaine au Burundi a été prise d'assaut (photo) par quelque 200 étudiants venus y trouver refuge dans la foulée des troubles politiques au pays. Des marines américains ont rétabli l'ordre avant de prendre position autour de l'ambassade de Bujumbura. Les étudiants ont pacifiquement fait irruption dans l'enceinte de l'ambassade américaine pour y demander la protection des États-Unis. Chassés de leur campus universitaire fin avril dans la foulée de la contestation contre le président Pierre Nkurunziza, les étudiants se sont dirigés vers l'ambassade américaine devant laquelle ils campaient depuis.

Sommés par la police de quitter les lieux, des étudiants se sont glissés sous la grille de l'ambassade pendant que d'autres escaladaient les murs de l'enceinte avant d'aller s'asseoir dans la cour. Forte de son ultimatum, la police burundaise a profité de la fuite des étudiants pour faire main basse sur leurs affaires : valises, tentes, sacs et autres possessions. Contestations étudiantes Les étudiants avaient été chassés de leurs résidences universitaires pour « des raisons de sécurité » dans la foulée des premières manifestations, dans la capitale, contre la sollicitation d'un troisième mandat du président Nkurunziza. Des étudiants croyaient que le gouvernement cherchait à les renvoyer dans leurs provinces d'origine, les soupçonnant de faire partie du mouvement de contestation. Manifestants et policiers s'affrontaient à ce moment dans les rues de la capitale. L'intrusion des étudiants dans l'enceinte de l'ambassade américaine intervient à quatre jours des élections législatives et municipales burundaises. La présidentielle quant à elle, est prévue pour le 15 juillet prochain, mais l'opposition conteste la tenue de cette élection. Une série d'attaques à la grenade, visant des civils ou des policiers, se sont produites au cours de la semaine - notamment à Bujumbura, mais également dans d'autres régions. Les attaques ont fait quatre morts et des dizaines de blessés. Depuis le mois d'avril, les violences au Burundi ont fait quelque 70 morts et 500 blessés, selon l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH). Fuite en Belgique L'intensification des violences à l'approche des élections a incité l'un des vice-présidents du pays, Gervais Rufyikiri, à se réfugier en Belgique. Ce dernier a reçu des menaces après s'être opposé à une troisième candidature du président Nkurunziza. Professeur d'université et intellectuel respecté, M. Rufyikiri est considéré comme l'un des leaders de la fronde contre le pouvoir de Nkurunziza. Il est le dernier d'une longue liste d'intellectuels à avoir quitté le pays pour trouver refuge à l'étranger. Plus de 100 000 Burundais ont d'ailleurs fui le pays pour les pays voisins comme le Rwanda, la Tanzanie et la République démocratique du Congo. « J'ai pris la décision de quitter le pays parce que j'ai été personnellement menacé », a déclaré Gervais Rufyikiri sur France 24. « Tous ceux qui sont contre une troisième candidature [de Nkurunziza] sont menacés, poursuit-il. Je craignais personnellement pour ma sécurité. » Un porte-parole de la présidence burundaise nie que le vice-président ait reçu des menaces. L'opposition conteste la troisième candidature du président sortant qu'elle juge contraire à la constitution limitant l'exercice de la fonction de président à deux mandats. Le président avance que son premier mandat ne doit pas être comptabilisé, puisque c'est le Parlement qui l'avait désigné dans ses fonctions, sans avoir été élu au suffrage universel. La Cour constitutionnelle lui a donné raison.